



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.2/42/L.35
30 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution

Création d'un environnement qui encourage la formation de capital en vue de la croissance et du développement

L'Assemblée générale,

Soulignant le rôle crucial de la formation de capital en tant qu'élément du processus de croissance et de développement,

Ayant à l'esprit que les ressources financières constituent, avec les ressources humaines et technologiques, les facteurs économiques fondamentaux de la croissance et du développement,

Sachant que l'accumulation de ressources financières, d'origine tant interne qu'externe, et l'application de ces ressources à des fins productives constituent le processus de formation du capital,

Reconnaissant que tous les pays sont en mesure de créer un environnement plus propice à la formation de capital et que décider du cadre dans lequel il convient d'assurer la formation de capital national est pour chaque Etat souverain à la fois un droit et un devoir,

Reconnaissant aussi l'importance des politiques qui encouragent la formation de capital, notamment du renforcement des marchés de capitaux nationaux, de la fixation de taux de rendement réels positifs pour les instruments financiers et les investissements réels et de mesures tendant à encourager l'épargne,

Reconnaissant que la formation de capital exige aussi un environnement international propice, et qu'il convient notamment de démanteler le protectionnisme, de développer le commerce international, d'accroître les flux financiers, en particulier vers les pays les moins avancés, de renforcer les programmes de prêts des institutions financières internationales, de mettre au point

de nouvelles modalités de participation pour les banques commerciales, et qu'il faut aussi une action cohérente et coordonnée de la part des pays industrialisés, y compris une surveillance multilatérale, pour remédier aux déséquilibres de l'économie mondiale,

Inquiète de constater que l'absence de ces conditions décourage la formation de capital,

Réaffirmant que les pays en développement ont la responsabilité de mobiliser et d'utiliser plus pleinement et efficacement leurs ressources financières internes en vue de la croissance et du développement et que la communauté internationale doit contribuer à créer un environnement international propice,

Affirmant que la communauté internationale appuiera les politiques des pays en développement comme des pays développés qui conduisent à la formation de capital,

Affirmant aussi que les pays en développement qui ont une faible productivité et éprouvent de la difficulté à générer une épargne appréciable en vue de la formation de capital devraient bénéficier d'une assistance conçue pour résoudre ces problèmes de mobilisation de l'épargne,

Reconnaissant que les ressources financières extérieures, tant publiques que privées, constituent un appui indispensable aux pays en développement dans leurs efforts de développement et que l'emploi effectif et judicieux de ces ressources extérieures fait de la formation de capital un instrument plus efficace de croissance et de développement,

Reconnaissant aussi l'importance pour les pays en développement, en particulier les pays débiteurs, d'accroître leurs recettes d'exportation, afin de pouvoir affecter davantage de ressources à la formation de capital, et, à cette fin, l'importance des négociations entreprises pour aboutir à un système commercial mondial libre et ouvert,

Convaincue que l'expérience et les leçons que divers pays ont tirées en matière de formation de capital peuvent être utiles quand on les rapporte, en les adaptant, à la situation concrète d'un pays déterminé,

1. Engage les Etats Membres à se rappeler qu'il importe de créer un environnement qui encourage la formation de capital en vue de la croissance et du développement et d'oeuvrer dans un esprit d'engagement commun et de coopération mutuelle pour instaurer un climat économique international qui serve cette fin;

2. Félicite le Secrétaire général du travail impressionnant déjà entrepris pour aider les Etats Membres à instaurer des conditions plus propices à la formation de capital et le prie d'étudier d'autres mesures, aux plans national et international, qui encourageront la création de cet environnement, et de continuer d'appuyer, conformément aux mandats, aux programmes et aux priorités actuels, les efforts des Etats Membres dans ce domaine.